

Réfugiés: le retour de l'Europe forteresse

Débordés et inquiets pour leur sécurité, plusieurs pays de l'UE renforcent les contrôles aux frontières

BRUXELLES - bureau européen
BERLIN - correspondant

Au lendemain des attentats parisiens, le durcissement de l'Europe sur la question des réfugiés était prévisible. Elle est désormais tangible, alors qu'il est avéré que deux des kamikazes ont emprunté la « route des Balkans », se noyant dans la masse des réfugiés. Malgré les appels de la Commission européenne ou du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à ne pas faire de redoutables amalgames, les gouvernements européens referment leurs portes les uns après les autres, débordés par le nombre des migrants, confrontés à des opinions publiques de plus en plus hostiles et incapables de mettre en place un système de solidarité efficace.

Tout un symbole : la Suède, sans doute le pays de l'Union le plus ouvert, a annoncé, mardi 24 novembre, un drastique tour de vis dans sa politique d'asile, la situation étant jugée « intenable » par son gouvernement. « La législation suédoise va être adaptée au niveau minimal de l'Union européenne » pour une période de trois ans, a déclaré le premier ministre, Stefan Löfven. « Il faut soulager la pression pour que plus de personnes demandent l'asile dans d'autres pays européens », a-t-il ajouté. Lors des deux derniers mois, ce pays de 9,8 millions d'habitants a accueilli 80 000 demandeurs d'asile.

Cette annonce intervient alors que, sur la « route des Balkans », un certain nombre de pays (Slovenie, Croatie, Serbie et Macédoine) se sont mis, ces derniers jours, à « filtrer » les migrants, ne laissant passer que les Syriens, les Irakiens ou les Afghans. Les Nations unies ont dénoncé ces pratiques, mardi 24 novembre, rappelant que cette sélection « viole le droit de toute personne à demander l'asile, indépendamment de sa nationalité, et à obtenir que son cas individuel soit entendu ». Déjà extrêmement réservée sur l'accueil des réfugiés avant les attentats, la France a de son côté encore durci le ton.

Le premier ministre, Manuel Valls, dans un entretien publié mercredi 25 novembre par le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, a martelé que « l'Europe doit dire qu'elle ne peut plus ac-

cueillir autant de migrants, ce n'est pas possible. Le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne est essentiel pour son futur. Si nous ne le faisons pas, alors les peuples vont dire: ça suffit, l'Europe! »

« Il doit y avoir des règles »

Lors du dîner entre François Hollande et Angela Merkel, mercredi soir à l'Élysée, d'abord destiné à obtenir le soutien de la chancelière allemande à la grande coalition contre l'organisation Etat islamiste (EI), le président n'a pas repris les mêmes propos. « Un grand nombre de personnes sont venues en Europe parce que juste-

ment ces personnes fuyaient les massacres en Syrie, les bombardements du régime, les tueries de Daech [acronyme arabe de l'EI] », a estimé M. Hollande, considérant qu'il était du « devoir » de l'Europe « d'accueillir ces personnes ». Mais les attentats du 13 novembre ont changé la donne. « Nous avons eu la preuve que des terroristes peuvent utiliser le cheminement des réfugiés (...) il nous appartient justement de les contrôler avant qu'il ne soit trop tard », a ajouté M. Hollande, précisant : « Donc nous devons, et c'est la position que nous avons adoptée, la chancelière et moi-même, avoir une politique qui puisse être effective pour le contrôle de nos frontières extérieures. »

« Nous sommes loin de la situation de cet été dans laquelle on avait le sentiment que l'Allemagne était plus généreuse que le reste de l'Europe. Eux, comme nous, cherchent à réguler les choses à partir des points d'entrée », assure un proche du président français, qui dément toute divergence, sur le dossier des réfugiés, avec Manuel Valls. « Nous défendons l'idée qu'il doit y avoir des règles, une régulation. Manuel Valls l'a dit très directement, et il a eu raison », poursuit ce proche du président.

Le ton à Berlin a d'ailleurs aussi changé, même si la chancelière se refuse encore à dire haut et fort que l'Allemagne ne peut plus accueillir autant de réfugiés, malgré les pressions énormes, y compris dans sa famille politique et de ses partenaires européens. Le contrôle aux frontières avec l'Autriche, réintroduit en septembre, a été prolongé, mi-novembre, pour trois mois supplémentaires. Les appels répétés de la chancelière à la solidarité des autres pays

européens n'ont pas du tout fonctionné. Le grand plan de relocalisation de 160 000 migrants dans toute l'UE ne démarre pas. Pour contourner cet échec, Berlin, très isolé, pousse depuis des semaines, aidé par la Commission européenne, à un rapprochement avec la Turquie, malgré les réticences de ses partenaires européens.

Arrivées « contingentes »

Un sommet, organisé dimanche 29 novembre à Bruxelles entre l'UE et la Turquie, pourrait être l'occasion de sceller un accord. Le but de Berlin, c'est que la Turquie, qui a accueilli ces dernières années plus de 2 millions de réfugiés, cesse de les laisser partir sans contrôles vers l'Europe. Ou du moins limite le flux des départs. Ankara a accepté de discuter, à condition que soient réactivées les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE et libéralisés les octrois de visas de ressortissants turcs. Le pays exige aussi de l'argent des Européens, afin d'améliorer l'accueil sur son territoire des réfugiés. Ankara voudrait 3 milliards d'euros par an, les Européens sont plutôt pour 3 milliards tous les deux ans...

La Turquie réclamerait aussi que l'Europe accepte des « contingents » de réfugiés syriens, qui pourraient venir « légalement » et seraient ensuite répartis dans

l'UE. Une manière d'éviter les noyades en Méditerranée, de limiter le « business » des passeurs et de restreindre le flux de migrants sans papiers arrivant en Europe. Berlin verrait d'un bon œil ce type d'arrivées « contingentes », plus disciplinées, même si Angela Merkel refuse de fixer une limite.

Le « tri » des migrants serait effectué directement en Turquie, par le HCR, veut-on croire à Bruxelles. Une décision dès dimanche paraît toutefois illusoire, d'autant que le président Recep Tayyip Erdogan ne devrait pas faire le déplacement – il sera représenté par son premier ministre, Ahmet Davutoglu.

Les « réinstallations » de réfugiés sont par ailleurs loin, à ce stade, de faire l'unanimité parmi les pays européens, une partie d'entre eux (à l'est, notamment) refusant le principe de « quotas » ou ayant déjà carrément dit leur hostilité à l'accueil de populations d'origine musulmane (Slovaquie, Pologne).

Les pays européens devraient

en revanche s'entendre pour renforcer les contrôles extérieurs de l'espace Schengen. Cette fermeture ordonnée doit permettre de sauver cet espace, clairement menacé depuis que plusieurs de ses membres principaux ont décidé de rétablir les contrôles aux frontières intérieures (Allemagne, Autriche, France, Suède). Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, a mis en garde les Européens, mercredi 25 novembre : « La fin de Schengen, c'est aussi la fin de l'euro », a-t-il assuré. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
FRÉDÉRIC LEMAÎTRE
ET DAVID REVAULT D'ALLONNES

LES CHIFFRES

800 000

migrants

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), 806 000 migrants et réfugiés ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe depuis le début 2015, dont la très grande majorité – 660 700 – en passant par la Grèce.

159

«relocalisés»

Au 25 novembre, à peine 159 migrants, dont 19 en France, ont été « relocalisés » en Europe après leur arrivée en Grèce ou en Italie. Le plan européen décidé en septembre prévoit en tout 160 000 relocalisations depuis ces deux pays.

3 MILLIARDS

d'euros

La Commission européenne propose la mise en place d'un fonds de 3 milliards d'euros pour aider la Turquie en finançant notamment des projets permettant « d'améliorer les conditions de vie des Syriens » dans le pays, afin d'éviter qu'ils partent pour l'Europe.

« L'Europe doit dire qu'elle ne peut plus accueillir autant de migrants »

MANUEL VALLS
premier ministre